



Comparaison des effets des programmes de transfert monétaire sur la vie des ménages ruraux à Madagascar : Cas des Transferts Monétaires de Développement Humain (TMDH) et des Filets Sociaux Productifs (FSP) dans deux Communes rurales de la Région Vakinankaratra

Mr. ANDRIANJAKA Maminiriniaina Jean Rolland

Université d'Antananarivo, Domaine des Sciences de la Société

Faculté d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Abstract : Les transferts monétaires sont parmi les programmes de protection sociale non contributive les plus reconnus en tant que stratégies efficaces pour vaincre la pauvreté de la population et soutenir la croissance économique. La présente étude cherche à comparer les effets socio-économiques des Transferts monétaires de Développement Humain (TMDH) et des Filets Sociaux Productifs (FSP) sur la vie des ménages dans les communes rurales d'Antanifotsy et de Betafo, situées dans la région Vakinankaratra de Madagascar. Le but est de pouvoir identifier parmi ces deux programmes, celui qui permet le plus aux ménages d'améliorer leurs conditions de vie de manière pérenne. Une démarche qualitative incluant une analyse des Focus Group menée auprès des bénéficiaires de ces programmes et des entretiens bilatéraux a permis de ressortir que bien que les programmes de protection liés aux travaux productifs n'aient pas démontré une supériorité immédiate, leurs effets socio-économiques semblent plus durables après la fin du programme. Ils paraissent également plus soutenables sur la production des ménages. Compte tenu de la rareté des ressources financières, ce type de programme mérite d'être priorisé. En outre, il est essentiel de mettre plus d'accent sur les mesures d'accompagnement permettant d'aider les bénéficiaires à la commercialisation de leurs produits, et d'assurer une intégration de l'économie locale par le biais des institutions de microcrédit et des infrastructures routières.

Mots-clés : Transferts Monétaires ; Protection Sociale ; Développement Humain ; Filets Sociaux Productifs ; Ménages ; Madagascar.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17762136>

1 Introduction

Les transferts monétaires sont parmi les instruments les plus répandus dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la croissance économique. En effet, dans plusieurs pays, ces programmes de protection sociale non contributive ont favorisé la réduction de la vulnérabilité et des inégalités, ainsi que l'amélioration des résultats

dans les secteurs clés comme l'éducation, la santé et la nutrition. Tel a été le cas observé dans les pays de l'Amérique Latine, notamment le Brésil, l'Argentine et le Mexique¹.

Mis à part cela, nombreuses sont les littératures et publications qui soutiennent que les transferts monétaires permettraient aux pays pauvres comme ceux de l'Afrique subsaharienne de bénéficier d'une croissance inclusive. En effet, grâce à la redistribution de revenus générée par les transferts monétaires, à l'accessibilité à l'éducation et aux soins de santé que ces transferts facilitent pour les pauvres, même les individus appartenant aux couches sociales les plus pauvres et vulnérables peuvent augmenter leurs chances de contribuer à la croissance économique. Le contexte rural de Madagascar présente des défis significatifs en termes de pauvreté et d'accès aux ressources économiques. A cet effet, il est crucial de comprendre et de comparer les effets socio-économiques des programmes de transfert monétaire qui y sont mis en œuvre, en particulier leur capacité à promouvoir un développement pérenne au sein des ménages bénéficiaires. Parmi les programmes existants dans le pays, les Transferts Monétaires de Développement Humain (TMDH) et les Filets Sociaux Productifs (FSP) se distinguent par leurs approches respectives, avec leurs propres modalités et objectifs.

La présente étude se focalise sur une comparaison des effets socio-économiques des TMDH et des FSP sur la vie des ménages des communes d'Antanifotsy et de Betafo, localisées dans la région de Vakinankaratra de Madagascar. Dans ce cadre, les questions suivantes méritent d'être posées : Ces deux programmes de transfert monétaire améliorent-ils les conditions socio-économiques des ménages ruraux bénéficiaires ? Lequel parmi eux favorise le plus les conditions de vie des ménages de façon durable ? Comment améliorer les effets de ces programmes de transferts monétaires sur la croissance économique malgache ?

Comme hypothèses, il est supposé que : (i) chacun de ces deux programmes de transferts monétaires améliore les conditions socio-économiques des bénéficiaires ; (ii) les transferts monétaires liés aux travaux productifs, tels que les FSP ont des effets socio-économiques plus durables par rapport aux TMDH.

La vérification de ces hypothèses repose sur une approche qualitative, notamment à travers l'analyse des informations recueillies lors des entretiens avec les cadres du Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) qui est l'entité chargée de mettre en œuvre ces deux types de programme et lors des Focus Group menés auprès des bénéficiaires. Telle approche permet d'explorer en profondeur les expériences et les perceptions bénéficiaires quant aux effets des TMDH et des FSP sur leur vie quotidienne, leur situation socio-économique et leur bien-être en général.

Cette recherche revêt une importance capitale pour le contexte malgache dans lequel les ressources financières sont limitées et où les décideurs politiques sont confrontés à des choix stratégiques difficiles en matière de protection sociale. En effet, à Madagascar, près de 90% du financement des programmes transferts monétaires viennent des bailleurs externes et l'Etat ne contribue qu'à une faible proportion de financement, étant donné l'insuffisance des ressources fiscales censées financer les dépenses publiques liées à la protection sociale. En fournissant un aperçu sur les performances comparatives des TMDH et des FSP, cette recherche permet d'informer les pratiques de développement pour une meilleure allocation des ressources et une plus grande efficacité dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du bien-être des populations vulnérables à Madagascar.

2 Revue de littérature

2.1 Cadre conceptuel

2.1.1 De la Protection Sociale Non Contributive

Selon l'Organisation Internationale du Travail² la Protection Sociale est constituée d'un ensemble de politique et mesures qui réduisent l'insécurité de revenu et prémunit la vulnérabilité des individus tout le long de leurs vies. Un système de protection sociale devrait assurer que tout individu dispose d'un standard de vie adéquat pendant son existence. Le régime de protection sociale devrait réduire et prémunir la pauvreté et la vulnérabilité, et au mieux fournir une protection contre les chocs. La définition plus large de l'OIT, décrit la protection sociale comme

¹ Cruz-Martinez G. (2019) Comparative Social Policy in Contemporary Latin America: Concepts, Theories and a Research Agenda. In: Cruz-Martinez, G. (ed) Welfare and Social Protection in Contemporary Latin America. London: Routledge, pp. 3-28, DOI: <https://doi.org/10.4324/9780429471087>

² ILO, World social security report 2010/11, p13-16.

« un ensemble de politiques et de programmes conçus pour réduire et prévenir la pauvreté et la vulnérabilité tout au long du cycle de vie » (OIT 2017a, 2)³. Elle inclut une série de domaines politiques, notamment les prestations pour enfants et familles, la protection de la maternité, l'aide au chômage, les prestations en cas d'accident du travail, la protection de la santé, les prestations de vieillesse, les prestations d'invalidité et les prestations de survivant (OIT 2017a). Elle englobe à la fois la privation absolue des plus pauvres et les besoins des non-pauvres pour faire face aux vulnérabilités à différentes étapes de la vie (Norton et al. 2001)⁴ et comprend des interventions privées et publiques. Les politiques et programmes de protection sociale sont traditionnellement organisés en deux grandes catégories : l'assurance sociale contributive et l'assistance sociale non contributive financée par l'impôt (OIT 2017a). Dans le système contributif, les bénéficiaires de protection sociale contribuent au préalable par de cotisations versées au secteur public ou privé. Il y a aussi la contribution apportée par son employeur. Ce système est créé par Von Otto Bismarck, qui a réuni différentes lois sur les assurances sociales dans le code des assurances sociales en 1911. Par contre, dans le système non contributif, les bénéficiaires de protection n'ont pas contribué mais bénéficient de transferts de revenus ou de biens. La contribution est apportée par l'Etat grâce aux recettes fiscales. Le système de protection sociale non contributif était initié par William Henry Beveridge en 1942.

2.1.2 Le programme Argent Contre Travail Productif (ACTP)

Le programme de transfert monétaire intitulé “Asa Avotra Mirindra” ou “Argent Contre Travail Productif” (ACTP) est un programme d'appui aux ménages pauvres vivant dans le milieu rural, mis en œuvre à Madagascar depuis 2015. L'objectif de l'ACTP est d'améliorer la productivité des ménages dans le secteur productif rural, tout en développant le capital humain. Il est mis en œuvre par des travaux communautaires à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), qui consiste à bâtir les infrastructures productives communautaires : canaux d'irrigations, barrages, protection de l'environnement. La durée est 80 jours par an au total divisés en deux périodes de 40 jours chacun dans un terroir et le travail ainsi fournis donnent lieu à des rémunérations de 4500 MGA par jour pour une durée de 5h par jour. L'utilisation de la rémunération consiste à améliorer les activités productrices qui vise aussi l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires. En effet, ce programme est accompagné de renforcement de capacités sur les techniques de production agricole. Plusieurs domaines sont concernés : l'agriculture, l'élevage, l'environnement, ainsi que la vie quotidienne des ménages bénéficiaires. Les ménages bénéficiaires doivent ainsi envoyer leurs enfants à l'école, visiter les centres de santé en cas de maladie. Comme résultat, il est mentionné que ces programmes entraînent le développement des infrastructures rurales telles que les barrages, canaux d'irrigation, ou la protection de bassins versant. Cela permet aussi de réhabiliter les infrastructures déjà inutilisées depuis plusieurs années, les surfaces cultivables sont élargies, et les bénéficiaires utilisent les nouvelles techniques culturales. Les ménages deviennent plus confiants, et la cohésion sociale est plus renforcées dans les zones de mise en œuvre de l'ACTP. Les paysans ont de stock d'aliments, et de stock de semences, et deviennent de producteurs indépendants. La production augmente et la pratique d'agriculture biologique est beaucoup promue. Cela signifie que la terre devient de plus en plus fertile et la productivité agricole augmente. Les bénéficiaires même pratiquent l'aquaculture. A part le travail, plusieurs appuis sont apportés aux bénéficiaires. Il s'agit notamment de formation sur la gestion du budget familial, l'entrepreneuriat, le développement de l'enfant, sensibilisation sur la bonne pratique nutritionnelle.

2.1.3 Le Transfert Monétaire pour le Développement Humain (TMDH ou Vatsin'ankohonana)

Le programme de Transfert Monétaire de Développement Humain (TMDH) est un programme d'appui aux ménages pauvres vivant dans le milieu rural, qui ont des enfants en âge scolaire pour permettre à ces familles d'envoyer leurs enfants à l'école tout en améliorant leur nutrition. L'objectif du TMDH est de (1) Promouvoir l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans, (2) Appuyer la scolarisation des enfants de moins de 12 ans (3) Changer les comportements, améliorer les conditions de vie, et favoriser l'autonomisation des femmes. Ce programme est mis en œuvre sous forme de Transfert monétaire conditionnel d'un montant de 40.000 MGA à 60.000 MGA tous les deux mois et il est conditionné par l'assiduité scolaire des élèves. (Au moins 4 jours sur cinq

³ International Labour Organization (OIT). (2017a). *World Social Protection Report 2017-19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals*. Geneva: ILO.p2.

⁴ Overseas Development Institute (Norton, A., Conway, T., & Foster, M.). (2001). *Social Protection: Concepts and Approaches – Implications for Policy and Practice in International Development*. London: ODI Working Paper No. 143.p2-3.

d'assiduité à l'école) Ce programme est aussi accompagné par de renforcement de capacités sur les techniques de production agricoles et par les activités inclusions financières visant à faciliter l'accès au financement des activités génératrices de revenus. Entre autres, les bénéficiaires sont aussi sensibilisés pour la mise en œuvre des pratiques familiales essentielles (PFE). A la différence de l'ACTP, le TMDH sera reçu par les familles pour favoriser l'éducation et la santé, y compris la nutrition de l'enfant. L'allocation reçue n'est pas la contrepartie d'un travail Communautaire. Le point commun entre ces deux programmes est qu'ils sont tous les deux accompagnés par des mesures d'inclusions productives et d'inclusions financières.

2.1.4 Le Fiavota

Transfert Monétaire aux ménages affectés par la sécheresse dans le Sud de Madagascar initié depuis l'année 2016. Interventions ponctuelles dans le cadre d'une urgence humanitaire avec PAM. CE programme vise la stabilité des revenus des ménages affectés par la sécheresse, la reconstitution des actifs des ménages, le renforcement de l'accès aux services de nutrition Appuyer, ainsi que le maintien des enfants à l'école primaire. Ce programme est mis en œuvre sous forme de Transfert monétaire conditionnel d'un montant de 30.000 MGA à 50.000 MGA tous les deux mois et il est conditionné par l'assiduité scolaire des élèves (Au moins 4 jours sur cinq d'assiduité à l'école). En plus du transfert bimensuel, les ménages bénéficient d'un Fonds de redressement pour être investi dans des activités génératrices de revenus et mesures d'accompagnement. A la différence du TMDH, le transfert monétaire n'est pas conditionné par l'envoi des enfants à l'école lors de sa première année de mise en œuvre.

2.1.5 Les autres programmes de transfert monétaires

D'autres programmes de transfert monétaires existent à côté de ces programmes étatiques. IL s'agit notamment des programmes de type « Argent Contre Travail » ou « Travail à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) ». Les principaux programmes sont :

- Le « Food for Asset » qui est un programme de résilience mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dans certaines communes de la région sud de Madagascar. Ce programme consiste à engager les communautés dans la construction d'infrastructures comme le barrage, les routes en contrepartie d'une quantité d'aliments. L'objectif est de renforcer la résilience des communautés contres d'éventuels chocs climatiques ou économiques.
- Le programme de travail à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) est mis en œuvre par l'Organisation Internationale du Travail depuis plus de 20 ans à Madagascar. Ce programme consiste à organiser de formation et faire construire des routes ou des bâtiments par les membres des communautés en utilisant une technique qui emploie beaucoup plus de main d'œuvre dont le cout constitue 35% du coût total des travaux. Il permet ainsi de créer de l'emploi temporaire pour les personnes pauvres.
- Un autre Programme de travail HIMO est aussi mis en œuvre à petit échelle par le ministère de la Population et de la Solidarité (MPS). Il s'agit des travaux d'assainissement directement mis en œuvre par ce Ministère et dans plusieurs régions de Madagascar, sur financement propre interne. Elle est d'une durée plus courte que le travail HIMO organisé par l'OIT.
- Le Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et la Protection Sociale (PURSAPS) est aussi un projet de protection sociale du gouvernement malgache, comportant un volet Filets Sociaux. Il est financé par la Banque mondiale, dont l'agence de mise en œuvre est le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID). Ce projet comporte une composante Argent Contre Travail (ACT) d'une durée de 45 jours par an.

2.2 Etat de l'art sur les effets économiques des transferts monétaires

Les littératures analysant les impacts économiques de la protection sociale sous forme de transferts monétaires structurent généralement leur approche sur trois niveaux d'effets : le niveau micro (ménages et individus), le niveau méso (communautés) et le niveau macro (pays).

2.2.1 Les Impacts aux Niveaux Microéconomique et Méséconomique

La protection sociale non contributive a des effets économiques positifs bien documentés, principalement aux niveaux micro et méso, agissant par plusieurs canaux de transmission reconnus par l'OCDE⁵, Ortiz et al.⁶ et

⁵ OECD (2019)⁵, Can Social Protection Be an Engine for Inclusive Growth? Development Centre Studies, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/9d95b5d0-en>, p26.

⁶ Ortiz et al.(2015). *Fiscal Space for Social Protection and the SDGs: Options to Expand Social Investments in 187 Countries*. Geneva: ILO. (Extension of Social Security Series No. 48)

Nicholas Mathers et Rachel Slater (2014)⁷. Les transferts monétaires contribuent à la croissance économique et au développement humain par les canaux suivants :

- Développement du capital humain : La protection sociale assure une sécurité de revenu, permettant un meilleur accès aux aliments, à la nutrition, et aux services de santé, ainsi qu'un meilleur suivi de la scolarisation des enfants. Cela se traduit par une augmentation de la productivité à long terme.
- Accumulation et protection des actifs productifs : Les transferts monétaires permettent aux ménages pauvres d'accumuler des actifs productifs, de prévenir leur liquidation face aux chocs (climatiques ou économiques), et aident à lever la contrainte de crédit, car les allocations peuvent servir de garantie pour des emprunts.
- Innovation et prise de risque : Lorsque les transferts sont reçus régulièrement, ils augmentent la sécurité et la certitude des bénéficiaires, les rendant plus disposés à prendre des risques et à investir dans des activités productives plus rentables.
- Augmentation de la productivité : L'accroissement de la productivité des ménages (notamment agricole) cumulé a un impact positif sur la croissance agrégée. Hidrobo et al. (2018)⁸ ont estimé que l'augmentation des actifs productifs agricoles est significative (53% en moyenne pour les pays étudiés).
- Effet multiplicateur de la dépense : Au niveau méso, les transferts injectent des fonds dans le circuit économique local, bénéficiant aux acteurs locaux et aux non-bénéficiaires, créant ainsi une croissance tirée par la demande intérieure.

Bastagli et al. (2016)⁹ confirment que les transferts monétaires réduisent la pauvreté, augmentent la fréquentation scolaire, stimulent l'utilisation des services de santé et renforcent l'autonomie économique et l'autonomisation des femmes.

2.2.2 La Distinction entre Protection Sociale « Active » et « Passive »

Une distinction essentielle est faite dans la littérature entre deux types de programmes. Selon Latha Thimmappa et Al (2021)¹⁰, d'un côté, il y a la Protection Sociale Active. Il s'agit d'un type de programme qui favorise la production et l'emploi. Il inclut les programmes de travaux publics (argent contre travail) ou les formations. Ces programmes sont jugés favorables à la croissance agrégée. De l'autre côté, il y a le type de programme de Protection Sociale Passive. Ce type de programme est principalement destiné à maintenir la consommation des individus et ne comportent pas d'incitation directe à l'investissement ou à l'emploi productif (exemples : pensions, allocations de maladie, maintien et amélioration de la consommation des ménages)

2.2.3 Facteurs Clés de l'Efficacité et du Design du Programme

Les analyses de Dodlova et al (2017)¹¹ montrent que l'impact économique des transferts monétaires dépend fortement de leur conception (design) et de leur mise en œuvre. Un design optimal inclut des caractéristiques telles que : Le type de transfert (conditionnel ou inconditionnel), le mécanisme de ciblage des bénéficiaires, le montant (qui doit être adéquat pour atteindre les objectifs) ; la régularité et la durée des transferts (les programmes réguliers et prévisibles ont des impacts durables). De plus, l'efficacité des transferts est conditionnée par les caractéristiques de la structure économique locale, notamment la qualité des infrastructures (routes) et l'accès aux marchés et aux institutions de crédit. Cela est confirmé par Esther Shuring (2021)¹² ainsi que Hagen-Zenker et al. (2016)¹³. White

⁷ Nicholas Mathers and Rachel Slater, Social protection and growth: Research synthesis, Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade, May 2014, p8

⁸ Melissa Hidrobo, John Hoddinott, Neha Kumar, Meghan Olivier International Food Policy Research Institute, USA, Cornell University, USA, 2018. Elsevier p89-103

⁹ Francesca Bastagli et al., Cash transfers: what does the evidence say? A rigorous review of programme impact and of the role of design and implementation features, Overseas Development Institute (ODI), July 2016, p36.

¹⁰ Thimmappa, L., Saran, A., D'Souza, S. R. B., V B. PROTOCOL: The effectiveness of social protection interventions in low- and middle-income countries: An evidence and gap map. Campbell Systematic Reviews. 2021;17: e1160. <https://doi.org/10.1002/cl2.1160>

¹¹ Marina Dodlova, Anna Giolbas, Jann Lay, "Non-contributory social transfer programs in developing countries: A new dataset and research agenda", ELSIEVER, 2018.

¹² Esther Shuring, Handbook on Social Protection Systems, "Chapter 1, Instruments, design parameters" p45 <https://www.e-elgar.com/https://www.e-elgar.com/>.

¹³ Hagen-Zenker et al, Policy brief on « Understanding the impact of cash transfer: the evidence », odi.org, 2016.

et al. (2013)¹⁴ ont fourni plus de détails en avançant que l'efficacité des programmes de transferts monétaires repose sur plusieurs facteurs clés : le ciblage, le montant du transfert, la conditionnalité, le système de mise en œuvre, la forme du transfert, la durée et la périodicité des paiements.

Un ciblage efficace vise à minimiser les erreurs d'inclusion (non-pauvres bénéficiaires) et d'exclusion (pauvres non couverts), sources de gaspillage et d'inefficience. Le montant du transfert doit être suffisamment élevé pour produire des effets significatifs ; des transferts trop faibles réduisent l'impact sans diminuer les coûts de gestion. Par exemple, au Mozambique (2007), un transfert de 5 % du salaire minimum a eu peu d'effet, tandis qu'au Lesotho (2002), un transfert équivalant à la ligne de pauvreté a amélioré la sécurité alimentaire. Les conditionnalités peuvent renforcer les comportements souhaités (scolarisation, suivi nutritionnel), mais elles risquent aussi de générer des effets pervers lorsqu'elles contraignent excessivement les ménages ou encouragent des stratégies opportunistes. Le système de mise en œuvre influence fortement l'efficacité : l'utilisation d'un registre unique et de paiements électroniques améliore la transparence, réduit les coûts et facilite la coordination entre programmes. La forme du transfert importe également : les transferts monétaires sont généralement plus efficaces, sauf en contexte de pénurie alimentaire où les aides en nature peuvent s'avérer plus appropriées. La durée et la régularité des paiements déterminent la durabilité des effets. Les programmes prévisibles produisent des impacts plus soutenus, tandis que les dispositifs saisonniers comme les transferts « argent contre travail » offrent une rentabilité à court terme. Les paiements mensuels soutiennent mieux la consommation, alors que les versements espacés accroissent les tensions de trésorerie des ménages. En résumé, la performance d'un programme de transferts monétaires dépend de la combinaison cohérente entre ciblage précis, montants adéquats et mécanismes de mise en œuvre efficaces. Ces éléments constituent les bases techniques du design, mais leur efficacité réelle dépend aussi de la soutenabilité budgétaire et institutionnelle du système de protection sociale, dimension qui sera analysée dans la section suivante. Spasova et al. (2017)¹⁵ ont identifié le cas d'une protection sociale pour les entrepreneurs qui sont aussi exposés au risque de baisse de revenu à cause des événements exogènes dont la baisse de prix de leurs produits. Aux côtés des employés, les entrepreneurs aussi subissent des accidents de travail, des mauvaises chances, de circonstances extérieures et exogènes qui affectent leurs revenus. Joseph Schumpeter (1934)¹⁶, le père fondateur de la théorie de l'entrepreneur reconnaît que les entrepreneurs peuvent bénéficier des traitements par le gouvernement en cas de difficultés. La protection sociale est faite pour répondre aux besoins de tout individu qui font face à des risques pendant de période critique de leurs vies de travailleurs qu'ils soient employés ou travailleurs indépendants. Abhijit Banerjee et Esther Duflo (2011) racontent la possibilité d'activités entrepreneuriales à laquelle la population pauvre peut se livrer pour subvenir à leurs besoins. Ils disent que : « Les femmes des bidonvilles qui parviennent à gagner leur vie, littéralement grâce aux rouages du commerce de Bombay, incarnent l'incroyable esprit d'innovation et d'entrepreneuriat dont font souvent preuve les pauvres. Ce livre pourrait facilement être rempli d'histoires de créativité et de résilience parmi les propriétaires de petites entreprises. De telles images ont constitué une puissante motivation pour le mouvement de microfinance et d'entrepreneuriat social, qui part du principe que les pauvres sont des entrepreneurs nés et que la pauvreté peut être éradiquée en offrant aux gens un environnement approprié et un peu d'aide pour démarrer. Selon les mots de John Hatch, PDG de FINCA, l'une des plus grandes institutions de microfinance au monde : « *Donnez des opportunités aux communautés pauvres et écartez-vous* »¹⁷.

2.3 Recueil des évaluations d'impact des transferts monétaires mis en œuvre à Madagascar

Notre objectif dans la lecture des rapports d'évaluation de ces projets ou programmes est d'identifier à travers nos analyses de ces rapports lequel est la mieux placé pour entraîner la croissance économique, et quel programme de

¹⁴ White et al., Guidance on measuring and maximizing value for money in social transfer programmes, second editions, DFID, UKaid, April 2013, p52-P60.

¹⁵ Slavina Spasova, Denis Bouget, Dalila Ghailani & Bart Vanhercke, Access to social protection for people working on non-standard contracts and as self-employed in Europe, European Social Policy Network (ESPN) 2017.

¹⁶ Joseph Alois Schumpeter. (1934). *The Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest, and the Business Cycle*. Cambridge, MA: Harvard University Press, p153.

¹⁷ Esther Duflo and Abhijit Banerjee, Poor Economics, A radical rethinking of the way to fight global poverty, PUBLICAFFAIRS New York, 2011, 306p.

protection sociale mérite d'être amélioré. Un rapport d'évaluation des programmes de transferts monétaire TMDH, ACT-P, FIAVOTA, utilisant la méthode du « Propensity Score Matching » par la Banque mondiale en 2019¹⁸, nous informe que ces transferts monétaires ont tous eu des effets économiques positifs pour les ménages bénéficiaires. Nous notons toutefois la supériorité des effets du programme Argent Contre Travail Productif (ACTP) sur la consommation, sur la pauvreté, et sur l'épargne, comme le montre les deux tableaux suivants. Pour expliquer cette supériorité de l'ACTP concernant l'épargne, il est évoqué que la conditionnalité du TMDH oblige les ménages à affecter les transferts reçus pour la scolarisation de l'enfant et à ne pas les faire travailler. Ce qui empêche la constitution d'épargne. Le résultat est ainsi positif en termes d'accès à l'éducation.

2.4 Les résultats d'évaluation des programmes de transfert monétaire à Betafo

Le rapport d'évaluation du programme de transfert monétaire conditionnel réalisé dans le district de Betafo ¹⁹ montre plusieurs effets positifs de ce programme pour les bénéficiaires. Il s'agit notamment des effets sur la scolarisation des enfants, sur la sécurité alimentaire (baisse de 8% du pourcentage de ménages touchés par l'insécurité alimentaire) et la nutrition (en hausse de 11,4% du pourcentage d'enfant ayant accès aux aliments protéinés). Comme ces programmes visent l'amélioration du capital humain par la scolarisation (une hausse de 1,7% de la scolarisation), et la nutrition le rapport exprime que l'objectif était atteint. En plus, d'autres mesures d'accompagnement ont été mises en œuvre et des fonds de soutien ont été distribués aux bénéficiaires. Les fonds de soutien sont attribués aux bénéficiaires pour que les effets du programme de transfert soient durables et pour que les impacts du programme sur les conditions de vie des bénéficiaires durent sur le moyen et longs termes. Les fonds de soutien sont alors destinés à la création d'activités génératrices de revenus pour les ménages bénéficiaires de transfert monétaire et constituent aussi une stratégie de sortie à la fin du programme. L'évaluation a permis de conclure que les mesures d'accompagnement ont entraîné d'autres effets positifs sur la santé des membres de la famille des bénéficiaires. En plus, la distribution de fonds de soutien a eu des effets encourageant sur leurs situations économiques. En plus des effets bénéfiques sur l'éducation, la santé et la nutrition résultat du transfert monétaire (le programme principal), les utilisations de fonds de soutien sont les suivants : Achats d'animaux d'élevage, construction ou réhabilitation de local de travail, achat de semences, achat de terres, épargne, autres dépenses dans les activités économiques, achat de matériels agricoles, autres dépenses en dehors des activités économiques, formation ou assistance techniques²⁰. Les bénéficiaires de fonds de soutien ont pu accroître leurs actifs productifs qui sont nettement supérieurs à ceux des non bénéficiaires.

Tableau 1. Comparaison du taux de possession pour certains actifs dans les ménages bénéficiaires du programme Transfert Monétaire de Développement Humain.

	Actifs	Non bénéficiaires	Bénéficiaires
Biens productifs	Bicyclette	16.49	10.23
	Charrue à traction animale	06.65	05.29
	Charrette à traction animale	03.99	02.54
	Bêche	92.29	95.2
	Petit et gros bétail	35.37	89.28
	Stockage agricole	11.97	13.26
	Terrain agricole	82.71	86.95

Source : Enquête ménage, TMC 2017,

Ce rapport d'évaluation de 2018 du programme de transfert monétaire dans le district de Betafo nous informe que grâce au fonds de soutien, les ménages bénéficiaires de Transfert Monétaire de Développement Humain (TMDH) réalisent aussi des résultats économiques prometteurs qui ne permettent pas de confirmer notre hypothèse sur la supériorité économique du programme Argent contre travail productif. Les résultats du TMDH confirment aussi

18 Banque mondiale, Impacts des programmes de transferts monétaires ACT-P, TMDH ET FIAVOTA Sur la consommation, la pauvreté et l'inégalité, 2019. p28 et p31.

19 Fonds d'Intervention de Développement – Banque Mondiale, Evaluation d'impact du programme de transfert monétaire Conditionnel (TMC), Rapport Final, Avril 2018, p41-43.

20 Fonds d'Intervention de Développement – Banque Mondiale, Evaluation d'impact du programme de transfert monétaire Conditionnel (TMC), Rapport Final, Avril 2018, p42.

la véracité des différentes théories de changements relatant les effets non économiques (Ceux sur l'éducation, la santé, la nutrition), et les effets économiques (sur la pauvreté, le revenu, la consommation, l'épargne) dudit programme de transfert monétaire sur les ménages.

2.5. Statistiques publiés dans le site web du FID

Quelques résultats (niveau output) des filets sociaux de sécurité ACTP et TMDH (2016-2023)²¹

L'agence de mise en œuvre des programmes de filets sociaux de sécurité du gouvernement Malagasy est le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID). Le FID rapport les « outputs » ou résultats de ses interventions depuis 2016 dont un effectif total de 1.355.500 de familles bénéficiaires. Pour le programme Argent contre travail productif (ACTP), il est signalé que 60% des bénéficiaires ont adopté des pratiques agricoles plus productives et plus durables, 117.000 ménages ont pu bénéficier de 2016 à 2023, 1.100 ha de surfaces ont pu être irrigués et drainées, 6,23 millions de pieds d'arbre ont pu être produits et 2300 ha de surface ont pu être reboisées. Pour le transfert monétaire de développement humain, 150 000 ménages ont pu en bénéficier sur la période 2016-2023, et des activités génératrices de revenus ont pu être mis en place ainsi que des associations villageoises d'épargne et de crédit. 170.000 enfants ont pu être scolarisés avec un taux d'assiduité de 90%. Notons que des mesures d'accompagnement étaient aussi mises en œuvre dont l'inclusion économique sous forme de formation en techniques agricoles, en gestion financière et la création d'association villageoise d'épargne et de crédit. Concernant les mesures d'accompagnement, les chiffres sont prometteurs : 312.500 ménages bénéficiaires accompagnés sur des thèmes liés à l'inclusion productive, l'inclusion financière et le développement et bien être de la famille, 1386 associations villageoises d'épargne et de crédit, 80% des bénéficiaires ont adopté des pratiques agricoles plus productives et plus durables, et 90% des acteurs bénéficiaires ont investi dans des activités génératrices de revenus.

Quelques « histoires de succès » sur ACT-P, TMDH, FIAVOTA et TOSIKA FAMENO (2017-2024)²²

Sur les 87 cas de « Succès stories » publiés par le FID dans son site web, le programme ACT-P montre le plus important nombre de cas. Nous rapportons cela au nombre de ménages bénéficiaires (86000 bénéficiaires de l'ACT-P, 110000 bénéficiaires du TMDH, 70000 pour FIAVOTA et 189400 pour Tosika Fameno) pour approfondir notre analyse.

Figure 1. Nombre de « succès stories » rapportés par le FID de 2017 à 2024 selon le type de programme.

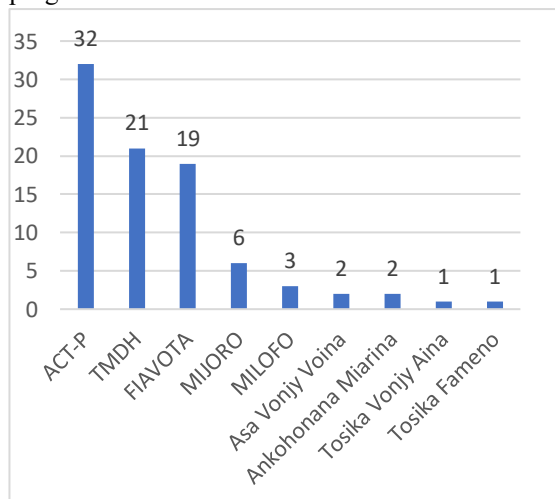
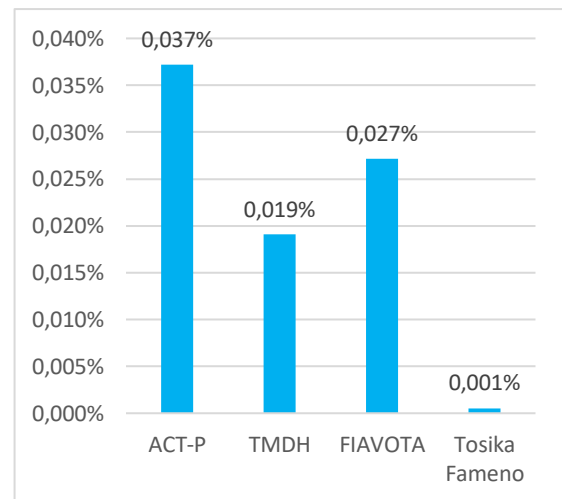


Figure 3 : « Succès Stories » en pourcentage du nombre de ménages bénéficiaires



Sources : Etablis par l'auteur à partir du site web du FID.

Au vu des rapports d'évaluation établis par l'agence de mise en œuvre des programmes de transferts monétaires, nous découvrons que le programme Argent contre travail Productif (ACT-P) a de résultat plutôt positif en termes d'impact économique à court et moyen termes tandis que le Transfert Monétaire de Développement Humain

²¹ Résultats des Filets Sociaux de Sécurité, Fonds d'Intervention de Développement : Site Web du FID : <https://www.fid.mg/filets-sociaux-de-securite-fss-2/>

²² https://www.fid.mg/histoires_de_succes/

(TMDH) fait état d'une avancée plus importante dans la scolarisation de l'enfant. Chaque programme a ainsi des résultats tangibles liés aux propres objectifs qui lui sont assignés. Nous notons la prédominance du programme ACT-P en termes de « Succès stories ».



3 Approche méthodologique

3.1 La méthode qualitative

3.1.1 Choix des zones d'études

Choix de la région

Nous allons collecter des données auprès d'un échantillon constitué de la région Vakinankaratra qui est localisée dans la partie sud des hautes terres centrales de Madagascar. Cette région est divisée admirativement par sept (07) Districts, quatre-vingt-dix (90) communes : dont une commune urbaine de 1ère catégorie, 02 communes urbaines 2èmes catégories, 04 communes rurales 1ère catégorie et 83 communes rurales 2ème catégorie. La région est habitée par 2,2 millions d'habitants qui la fait la seconde région la plus peuplée de Madagascar, et dont 85% vivent dans les milieux ruraux²³. La Région Vakinankaratra possède des énormes potentialités économiques car la région entière a une vocation pastorale avec 608 000 Ha de superficie cultivable²⁴ et dont les types de sol qui est à la fois volcanique et ferrallitique²⁵, lui offrent la possibilité d'activités agricoles variées. Les activités économiques dans la Région se classe parmi celles des plus « actives » de Madagascar. Cette région a été ainsi choisie comme zone d'études pour les raisons suivantes :

Sa diversité économique et agricole : Elle est l'une des principales zones agricoles de Madagascar, et mieux connue pour sa production de riz, de légumes et pour son élevage diversifié. Cette diversité économique permet d'examiner l'impact des transferts monétaires sur des ménages disposant de différentes sources de revenus. Cela offre un cadre idéal pour analyser les effets selon les secteurs économiques, enrichissant ainsi la pertinence et la portée des résultats de notre recherche.

Variabilité des niveaux de pauvreté : Vakinankaratra présente des niveaux de pauvreté hétérogènes, avec des zones à forte concentration de ménages pauvres et d'autres avec une situation économique plus stable. Cela permet de comparer l'impact des transferts monétaires sur des populations aux besoins socio-économiques variés. Ce qui enrichit l'analyse et fournit des approfondissements plus complets sur l'efficacité des programmes de protection sociale.

Accessibilité et infrastructure : Cette région est relativement accessible depuis Antananarivo, facilitant la logistique de notre recherche et le suivi des programmes, et une accessibilité plus facilitée des participants. Cela est essentiel pour une évaluation rigoureuse et fiable.

Engagement communautaire et institutionnel : Les autorités locales de la Région ont montré un intérêt et un engagement significatif pour les initiatives de développement et les programmes sociaux. Nous avons eu la coopération des autorités locales qui a assuré la réussite de la recherche, facilitant l'accès aux données.

Présence de programmes sociaux similaires : Cette région a déjà bénéficié de plusieurs programmes de protection sociale, permettant d'étudier l'impact des transferts monétaires. Notamment, dans les communes de la région ont été mis en œuvre les programmes ; « Transfert Monétaire de Développement Humain » (TMDH) et « Argent Contre Travail Productif » (ACT-P).

²³ INSTAT, RGPH3 juin 2018.

²⁴ Région Vakinankaratra, Monographie 2021, p33.

²⁵ Ibid

Ainsi, le choix de la région Vakinankaratra garantit ainsi la pertinence et la fiabilité des résultats obtenus.

Choix des communes :

La Région Vakinankaratra est composée de sept Districts avec les communes y rattachées. Dans la région Vakinankaratra, dans laquelle les deux programmes de transferts monétaires ont été mis en œuvre. Deux communes rurales ont été choisies : la Commune d'Antanifotsy et celle de Betafo. Pour l'évaluation des effets économiques du programme Argent Contre Travail Productif (ACT-P), la commune rurale d'Antanifotsy a été choisie. Pour l'évaluation des effets économiques du programmes TMDH la commune rurale de Commune de Betafo a été choisie. Ces deux Communes, issues de la même région, présente des caractéristiques socioéconomiques proches. La différence réside dans le type de programme de transfert monétaire mis en œuvre dans ces deux localités.

La Commune rurale d'Antanifotsy a été choisie à cause de son dynamisme économique et son potentiel de développement significatif. De ce fait, l'évaluation peut montrer comment les transferts monétaires conditionnels tels que les Filets Sociaux Productifs pourront renforcer la réduction de la pauvreté des ménages et le développement économique local.

La Commune rurale de Betafo a été choisie car elle présente une diversité économique notable, avec des activités agricoles, incluant la riziculture, la culture de légumes et l'élevage. Cela a permis d'observer l'effets des transferts monétaires sur les secteurs économiques et les types de ménages.

3.1.2 Collecte de données

La collecte de données s'est déroulée en deux phases principales : des entretiens avec les cadres du FID et des Focus Group menés auprès des bénéficiaires des TMDH et des FSP.

Entretiens avec les cadres du FID

Des entretiens semi-structurés ont été menés avec des cadres du FID impliqués dans la mise en œuvre des programmes TMDH et FSP. Les participants ont été sélectionnés en fonction de leur rôle dans la conception, la gestion et le suivi des programmes. Plus précisément, les individus interrogés comprennent :

- Le Directeur Général du Fonds d'Intervention de Développement ;
- Le Directeur des Transferts Monétaires, Antananarivo.
- Le Chef des Opérations et de suivi environnemental, Bureau de Zone Manakara et Farafangana.
- Les responsables du transferts monétaires de Développement Humain (TMDH) dans le bureau de zone de Manakara et Farafangana.

Les questions qui leur ont été posées ont porté sur leurs avis sur les avantages perçus par les transferts monétaires, leurs avis sur les changements dans le niveau de vie des bénéficiaires, pour les améliorer, les points forts et points faibles de chaque type de programme. Des enregistrements et des prises de notes ont été effectués avec le consentement des participants.

Focus Group avec les bénéficiaires des TMDH et des FSP

Des Focus Group ont été organisés à Antanifotsy pour les bénéficiaires des FSP et à Betafo pour les bénéficiaires des TMDH. Deux Focus Group ont été tenus dans chaque commune, avec chaque groupe comprenant entre 6 et 12 participants. Ces derniers ont été sélectionnés parmi les ménages bénéficiaires de manière aléatoire, en veillant à inclure une diversité de profils socio-économiques. Les discussions ont été structurées autour des thèmes suivants : le début et la durée du programme, le montant de bénéfices reçus par les participants (le transfert principal et les fonds de soutien), les changements dans les conditions de vie, les effets des programmes sur les activités économiques des ménages, les avantages qu'ils ont pu tirer du programme, les inconvénients ou points faibles des programmes, et les recommandations qu'ils proposent pour les améliorer. Les séances ont été enregistrées avec le consentement des participants et des notes ont été prises pour compléter les enregistrements.

3.1.3 Analyse de données

Tout d'abord, les informations recueillies par enregistrement ont été intégralement transcrites de façon verbatim, c'est-à-dire telles qu'elles ont été transmises par les participants. Elles ont ensuite été traduites de la langue malgache à la langue française, tout en restant fidèles aux propos énoncés. Les informations traduites ont fait l'objet d'une analyse de contenu afin d'identifier les thèmes récurrents, ainsi que les points de convergence et de divergence dans les réponses des interviewés. Telle analyse a impliqué une première phase de codage des données, suivie d'une catégorisation des codes en thèmes et sous-thèmes. A la fin, les résultats de l'analyse ont été interprétés à la lumière des objectifs de l'étude et des questions de recherche.

3.2 La méthode quantitative

Comme soulevé précédemment, nos deux hypothèses de recherche sont les suivantes : (i) les programmes de transferts monétaires améliorent les conditions économiques de la population malgache ; (ii) les transferts monétaires pour la promotion des travaux productifs sont ceux qui ont des effets économiques supérieurs par rapport au programme qui promeut l'éducation et les soins de santé.

3.2.1 Les variables à analyser

Pour vérifier la première hypothèse nous avons comparé les résultats économiques des deux principaux programmes de transferts monétaires mis en œuvre à Madagascar : le Transfert Monétaire de Développement Humain (TMDH) et l'Argent Contre Travail Productif (ACTP) de l'année 2023, par rapport aux valeurs prises par ces mêmes variables en 2021. Cela permettrait de voir s'il y a une amélioration de la situation économique des ménages bénéficiaires de transferts monétaires. Pour vérifier la seconde hypothèse, nous avons aussi comparé les résultats économiques des bénéficiaires de ces deux programmes TMDH et ACTP pour l'année 2023. Les variables économiques dont nous avons considéré sont les suivantes : Investissement, Emploi, Production, Consommation, Epargne, Emprunt.

3.2.2. Collecte et traitement de données

Les valeurs des variables économiques de 2021 ont été recueillies à partir de l'Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) 2021-2022 qui contenait les valeurs pour la région Vakinankaratra. Les valeurs des variables économiques pour 2023 ont été estimées à partir des enquêtes menées auprès des bénéficiaires des programmes TMDH et ACTP respectivement dans les Communes rurales d'Antanifotsy et de Betafo. L'Enquête quantitative était ainsi menée après les entretiens avec les cadres du FID et des Focus Group menés auprès des bénéficiaires des TMDH et des FSP. Nous avons demandé la liste des fokotany bénéficiaires des programmes auprès de chaque mairie. Auprès de chaque fokotany, les ménages à enquêter ont été identifiés par de recherche auprès des villageois qui nous ont conduits auprès des ménages à interviewer. Pour les données 2023, les enquêtes sont effectuées avec questionnaire et les résultats ont été saisis et traités sur logiciel CSPRO pour sortir les estimations sur les valeurs des variables économiques 2021 (Investissement, emploi, production, revenu, épargne, consommation) avant de faire les comparaisons avec les résultats de EPM 2021-2022.

3.2.3. Taille de l'échantillon

Selon Anderson et al²⁶ pour un écart type connu, la taille de chaque échantillon de ménages est donnée par la formule suivante :

$$n = (t_{(a/2)})^2 \cdot \sigma^2 / E^2$$

Avec :

$$t_{(a/2)}: 1,96$$

σ : Ecart type de la variable choisie (Investissement, Emploi, Production, Consommation, Epargne, Emprunt) dans la population de ménage ayant reçu de transfert monétaire.

E : Marge d'erreur, qui est égal à la moyenne de chaque variable (Investissement, Emploi, Production, Consommation, Epargne, Emprunt) multipliée par une marge d'erreur en %, par exemple 5%. Cette formule de la taille de l'échantillon est aussi fournie dans J. Fourastié et al²⁷.

Ainsi, dans la Commune rurale d'Antanifotsy nous identifierons 384 ménages qui ont bénéficié de ce programme pour collecter nos données d'enquête. Dans la Commune rurale de Betafo, nous avons également identifié 384 ménages bénéficiaires de ce programme pour collecter nos données.

Revue-IRS

Revue Internationale de la Recherche Scientifique : [Revue-irs.com](http://www.revue-irs.com)

4 Résultats

²⁶ Anderson et al, Statistiques pour l'économie et la gestion, Nouveaux horizons, de Boeck, 2015, p457-158.

²⁷ J. Fourastié et al, Probabilités et statistiques, série J Quinet, Dunod, 3e édition, 1987, p144-145.

4.1 Résultats de la recherche qualitative

4.1.1 Résultats des Focus Group sur les FSP à Antanifotsy

Lors de l'enquête effectuée dans la commune rurale d'Antanifotsy, nous avons demandé l'avis des bénéficiaires sur les avantages qu'ils ont pu tirer du programme et sur les inconvénients qu'ils ont aperçu. Des informations préalables ont été collectés pour nous renseigner sur la période de mise en œuvre du programme, le montant des allocations distribuées aux bénéficiaires et la fréquence des transferts.

a. Points positifs relevés

Aperçus des bénéficiaires sur les fonds transférés

Le salaire journalier des travailleurs a connu une évolution positive au cours du programme. Selon les témoignages, pendant les deux premières années, le salaire était fixé à 3000 Ariary par jour. Cependant, cette rémunération avait ensuite été augmentée à 4000 Ariary par jour. Cette progression salariale a été perçue comme une amélioration substantielle pour les bénéficiaires, démontrant ainsi l'impact positif du programme sur leurs conditions de travail et de vie. Par ailleurs, en plus du salaire quotidien, un élément crucial du programme a été la dotation initiale de fonds de démarrage. Certains participants ont rapporté avoir reçu une somme de 200 000 Ariary dans ce cadre. Cependant, il est important de souligner que cette allocation n'était pas uniforme pour tous. Certains ont reçu 150 000 Ariary. Ces fonds de démarrage ont été utilisés de manière diversifiée, avec des bénéficiaires investissant dans l'élevage porcin ou initiant d'autres activités d'élevage, en fonction des discussions et des orientations fournies par les agents du Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) qui sont responsables du programme.

Perceptions des avantages du programme

Concernant les avantages tirés du programme, plusieurs points ont été soulevés :

Formation et Pratique Immédiate : Les participants ont bénéficié d'une formation en agriculture et en élevage, qu'ils ont immédiatement mise en pratique. Certains disent que ces formations en techniques d'élevage ont beaucoup compté pour eux, plus que le transfert monétaire lui-même.

Matériels Agricoles et Gestion du Foyer : Le Programme leur a permis de recevoir des matériels agricoles et de bénéficier des formations sur la gestion du foyer.

Fonds de soutien : Les participants ont reçu des fonds pour faire face à l'interruption du projet en 2021, ce qui a contribué à atténuer les impacts négatifs.

Impact sur le Revenu et Développement Personnel : Après avoir suivi la formation, certains ont observé une augmentation des revenus par rapport à l'année précédente. Le programme a également réduit les préoccupations liées à la recherche d'emploi, permettant aux participants de démarrer des petites activités d'élevage pour garantir la satisfaction des besoins futurs. Les changements positifs ont également été notés dans les attitudes et comportements.

Compétitivité dans la Production Agricole : Certains participants ont indiqué qu'ils sont devenus compétitifs dans le domaine de la production agricole grâce au programme. A titre d'illustration, la taille des maniocs produits par les paysans sont très importantes (avec un diamètre de plus de 10 cm, longueur + de 25 cm)

Impact sur le Revenu du Ménage

Les participants ont souligné que la mise en œuvre du programme a eu un impact positif sur le revenu de leur ménage, contribuant à l'achat de nourriture et à l'accomplissement des différentes responsabilités, y compris l'éducation des enfants.

b. Points négatifs relevés

Retards de Paiement et Endettement : Certains ont constaté des retards de paiement, entraînant des situations d'endettement, car le paiement arrivait trop tard.

Salaire Bas et Difficultés Financières : Le salaire a été jugé trop bas par rapport au coût de la vie actuel, mais malgré cela, une amélioration positive a été notée au niveau du revenu du foyer.

Formation et Période de Culture : Certains ont noté que la période où les formations sont dispensées ne correspond pas à la saison de culture, ce qui entraîne une absence de résultats pour les membres.

Départs en Raison des Retards de Paiement : Certains membres ont dû quitter le groupe en raison du retard de paiement, impactant les foyers dirigés par des femmes.

Interruptions du Projet : Certains ont exprimé le besoin que le projet ne soit pas interrompu, soulignant l'importance de la continuité pour permettre aux gens de faire des économies.

Manque de Marché Local : Le manque de marché local pour vendre les produits a été signalé, soulignant la nécessité de développer des opportunités de vente.

4.1.2. Résultats des Focus Group sur les TMDH à Betafo

a. Points positifs relevés

Avantages du « Transfert Monétaire pour le Développement Humain (TMDH) » :

Accès à l'éducation : Les participants ont souligné à l'unanimité le TMDH a permis à tous les jeunes enfants d'accéder à l'éducation. Cette avancée a également engendré une motivation accrue des ménages à scolariser leurs enfants, malgré les obstacles rencontrés.

Développement des activités agricoles : Les formations axées sur les techniques agricoles ont eu un impact significatif sur la productivité des ménages, entraînant une augmentation de la production annuelle. Cette implication dans l'agriculture a contribué à la sécurité alimentaire des bénéficiaires.

Sensibilisation à la propreté : L'influence positive du TMDH s'étend à des pratiques d'hygiène améliorées, y compris chez les enfants scolarisés. Cela témoigne d'un changement de mentalité vers une meilleure compréhension de l'importance de l'hygiène au quotidien.

Formation en gestion : Les participants ont bénéficié de formations en gestion, notamment à travers des institutions telles que VOAMAMY. Ces enseignements ont permis d'instaurer des habitudes d'épargne et d'améliorer la gestion financière des ménages.

Indépendance alimentaire : Grâce aux connaissances acquises, les familles ne dépendent plus de l'achat d'aliments lors des récoltes, démontrant ainsi une certaine autonomie alimentaire.

Changements dans la Vie Quotidienne de ceux qui ont bénéficié du TMDH :

Alimentation saine : La première observation concerne une amélioration des habitudes alimentaires. Les participants indiquent que les bénéficiaires du TMDH adoptent une alimentation plus saine, et la quantité quotidienne de nourriture est perçue comme suffisante.

Développement des activités agricoles : Les participants ont noté un accroissement de la motivation des bénéficiaires à développer leurs activités agricoles. Cette motivation accrue se traduit par une augmentation de la production agricole. Ainsi, le TMDH semble stimuler l'engagement des ménages dans l'agriculture, contribuant ainsi à leur autonomie économique.

Gestion financière améliorée : Les réponses mettent en avant une amélioration significative de la gestion financière au sein des ménages. Les bénéficiaires sont capables de gérer leur argent plus efficacement, en tirant profit des connaissances acquises dans le cadre du projet. Certains d'entre eux ont même la capacité d'investir, illustrant un développement économique au niveau individuel.

Accès à l'éducation : Une constatation positive est l'augmentation du nombre d'enfants fréquentant l'école au sein des ménages bénéficiaires du TMDH. Cela indique que le projet a réussi à créer un impact sur l'accès à l'éducation des enfants.

Réduction de l'endettement et compétitivité : Les répondants ont indiqué une diminution de l'endettement des ménages, ce qui suggère une gestion plus prudente des ressources financières. De plus, les ménages ne vendent plus de produits non mûrs ; cela reflète une pratique commerciale plus réfléchie et compétitive.

Suffisance alimentaire et Épargnes : Les résultats les plus relevés concernent la suffisance alimentaire et l'épargne. Les bénéficiaires n'ont plus besoin de s'endetter pour se nourrir, démontrant ainsi une réelle autonomie alimentaire. De plus, la création d'épargnes devient une pratique courante, offrant une sécurité financière en cas d'imprévu.

b. Points négatifs relevés

Certains participants notent une supervision insuffisante de l'utilisation des fonds de démarrage, conduisant à des utilisations inappropriées tels que l'achat de porcs sans les moyens adéquats pour les nourrir, ni pour les héberger. Par ailleurs, ils pensent que le montant des fonds alloués pour entreprendre des activités génératrices de revenus est aussi insuffisant. Cela est soulevée comme une préoccupation.

4.1.3. Résultats des entretiens bilatéraux

a. Points communs des deux programmes

Nous avons constaté que chacun de ces programmes cible les ménages pauvres et vulnérables. Il ne s'agit pas de programme « universel », mais de programme qui cible une partie de la population qui est la plus vulnérable. Ensuite, ces programmes sont tous assortis de Mesures d'Accompagnement (MAC) qui doivent être suivi de très près. Les mesures d'accompagnement suivantes ont été citées : (1) Education financière des bénéficiaires, (2)

Inclusion financière par la création des Associations Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC), (3) Inclusion productive : formation sur les techniques agricoles et techniques d'élevage améliorées. Ainsi, les bénéficiaires de transferts sont formés sur les nouvelles techniques culturales pour assurer que leur productivité s'accroisse effectivement. (4) Existence d'espace de bien être ou "Sehatra Mahaso" qui permet aux bénéficiaires d'être initiés aux bonnes pratiques essentielles : hygiène, aire de jeux pour l'enfant, non-défécation à l'air libre, (5) Accès aux services de soins de santé, (6) Sensibilisation à la bonne pratique nutritionnelle. Enfin, nous avons aussi constaté que ces deux programmes de transferts sont conditionnels. Le TMDH est conditionné par l'adhésion scolaire de l'enfant pendant une au moins 80% du temps d'études à l'école. Pour l'Argent Contre Travail Productif, l'obtention du transfert est conditionnée par la participation à un travail communautaire pendant une certaine durée. Le manquement à ces conditions conduit à la suspension du transfert.

b. Points positifs relevés

Bonnes pratiques des bénéficiaires de TMDH

A l'approche du jour de distribution du transfert, des bénéficiaires s'amènent avec les produits de leurs agricultures ou élevage qui seront vendus au marché. Il existe des non bénéficiaires de transferts qui viennent avec leurs produits agricoles ou d'élevage pendant les jours de distributions, et qui arrivent bien à écouler leurs produits.

Impact sur l'éducation : Selon les participants, un aspect positif notable réside dans le fait que de nombreux enfants ont réussi à poursuivre leurs études vers des niveaux plus élevés du système éducatif national, tirant profit des connaissances acquises lors des diverses formations proposées au cours du projet. Cependant, une réalité préoccupante se dessine également, avec environ 40% des enfants ayant été contraints d'abandonner leur scolarité lorsque les aides financières ont été interrompues. Cette interruption a eu des conséquences directes sur la persévérance scolaire, soulignant un besoin continu de soutien financier pour garantir l'accès à l'éducation.

Forces du Filets Sociaux Productifs (FSP)

Les bénéficiaires de FSP bénéficient d'une formation dans un champ école. Dans le programme de Filets Sociaux Productifs (FSP), les ménages bénéficiaires obtiennent leurs allocations en contrepartie des travaux productifs qu'ils ont fournis. Ces travaux productifs consistent à construire de canal d'irrigation, aménagement de bassin versant, à pratiquer de l'agriculture vivrière ou la plantation d'arbres fruitiers ou de l'élevage de volaille, la pisciculture, en adoptant de techniques de production améliorées. De cette manière, les bénéficiaires sont initiés à de techniques de cultures améliorées qu'ils mettent en pratique dans les champs écoles et qu'ils pratiquent individuellement dans leurs propriétés.

a. Points négatifs relevés

Faiblesses du TMDH

Comme nous l'avons mentionné avant, le montant est constitué d'un montant de base 50.000 MGA, majoré de 10.000 MGA par enfant en âge de scolarisation que le ménage bénéficiaire reçoit tous les 2 mois et pendant trois ans. Les ménages bénéficiaires du TMDH, en plus du transfert monétaire attribué pour la scolarisation, reçoivent le fonds de soutien de 210 000 MGA qui leur permet de mettre en œuvre de petites activités génératrices de revenus. D'abord, quand les mesures d'accompagnement ne sont pas bien effectuées, les bénéficiaires tendent à adopter le comportement de fonctionnaires qui reçoivent leurs salaires régulièrement et ne se soucient pas des résultats qu'on attend d'eux. A peu près de la même manière qu'un fonctionnaire, un ménage bénéficiaire de Transfert Monétaire de Développement Humain (TMDH) reçoit ses allocations tous les deux mois, demeure dans l'attentisme et ne cherchent pas à accroître leurs capacités de production ou initier des activités génératrices de revenus. Ils sont moins actifs et demandent auprès de l'agence de distribution quand aura lieu la prochaine distribution de fonds. Particulièrement, dans la région Sud Est de Madagascar, le Fonds de Soutien est distribué plus tard par rapport aux transferts pour la scolarisation, et cela n'a pas permis de faire le suivi des AGR pendant que les ménages reçoivent leurs fonds pour la scolarisation des enfants.

Faiblesses du Filets Sociaux Productifs (FSP)

Le montant alloué aux ménages pour la FSP est inférieur au montant alloué dans le cadre du TMDH. Le FSP permet de payer 240.000 MGA/ an aux bénéficiaires alors que dans le TMDH, les bénéficiaires reçoivent entre 300.000 MGA à 1.050.000 MGA/an (50.000 MGA/ 2 mois comme allocation de base et 10.000 MGA/enfant pour le transfert lié au nombre d'enfant)

Perceptions de l'évolution de la vie des ménages après le projet

Retour aux mauvaises habitudes, perte d'intérêt à épargner et alimentation non saine : Par ailleurs, les réponses recueillies ont rapporté un retour à de mauvaises anciennes habitudes au sein des familles bénéficiaires. De nombreuses familles ont témoigné d'une reprise du travail des enfants, contribuant aux efforts de recherche alimentaire pour subvenir aux besoins familiaux. De plus, le constat alarmant d'un retour à une alimentation non saine est relevé, attribué à la perte d'intérêt pour l'épargne en l'absence de surveillance. Les participants ont souligné que l'insuffisance alimentaire et le manque de moyens pour couvrir les frais de scolarité contribuent à l'interruption fréquente des études des enfants.

Tableau 2. Comparaison entre les TMDH et les FSP

Types de programmes	TMDH	ACTP
Points de convergence	<p>D'abord, chacun de ces programmes cible les ménages pauvres et vulnérables. Il ne s'agit pas de programme « universel », mais de programme qui cible une partie de la population qui est la plus vulnérable.</p> <p>Ensuite, ces programmes sont tous assortis de Mesures d'Accompagnement (MAC) qui doivent être suivi de très près. Ces mesures d'accompagnement suivantes ont été citées :</p> <p>(1) Education financière des bénéficiaires,</p> <p>(2) Inclusion financière par la création des Associations Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC),</p> <p>(3) Inclusion productive : formation sur les techniques agricoles et techniques d'élevage améliorées. Ainsi, les récipiendaires de transferts sont formés sur les nouvelles techniques culturales pour assurer que leur productivité s'accroisse effectivement.</p> <p>(4) Existence d'espace de bien être ou "Sehatra Mahaso" qui permet aux bénéficiaires d'être initiés aux bonnes pratiques essentielles : hygiène, aire de jeux pour l'enfant, non-défécation à l'air libre,</p> <p>(5) Accès aux services de soins de santé,</p> <p>(6) Sensibilisation à la bonne pratique nutritionnelle.</p> <p>Enfin, nous avons aussi constaté que ces deux programmes de transferts sont conditionnels. Le TMDH est conditionné par l'adhésion scolaire de l'enfant pendant une au moins 80% du temps d'études à l'école. Pour l'Argent Contre Travail Productif, l'obtention du transfert est conditionnée par la participation à un travail communautaire pendant une certaine durée. Le manquement à ces conditions conduit à la suspension du transfert.</p>	
Points de divergence	L'objectif du TMDH est l'amélioration du capital humain des enfants à travers l'amélioration de l'éducation, de la santé et de la nutrition.	L'objectif de l'ACT-P est l'accroissement du revenu par l'augmentation de la productivité des ménages pauvres.
Suggestions des participants pour améliorer les programmes à l'avenir	Les participants au TMDH ont partagé leurs avis pour l'amélioration des impacts de ce programme. Ils notent qu'il n'y a pas de côté négatif majeur dans le projet, mais ils soulignent une préoccupation concernant la distribution des bénéfices. Selon leurs observations, l'argent reçu semble principalement profiter aux enfants plutôt qu'aux adultes. Cette inégalité potentielle dans la répartition des avantages	<p>Continuité du Projet : Certains ont souligné l'importance de la poursuite du projet. Une proposition unanime est la nécessité d'assurer la continuité de l'aide financière. Les participants ont insisté sur l'importance de maintenir un soutien financier constant pour permettre aux enfants de poursuivre leurs études jusqu'à leur terme, évitant ainsi les interruptions préjudiciables observées précédemment.</p> <p>Augmentation du montant d'allocation : Une proposition a été faite pour augmenter</p>

	soulève des questions sur l'équité au sein des ménages bénéficiaires. Nous pensons aussi qu'il s'agit d'une incompréhension des ménages sur la finalité du programme.	le montant de l'allocation à distribuer aux bénéficiaires.
Suggestions des participants pour améliorer les programmes à l'avenir (Suite)	TMDH	ACTP
		<p>Ajustement des thèmes et calendrier de Formation : L'idée d'ajuster les thèmes des formations en fonction de la saison a été évoquée. Les participants ont suggéré que les formations soient alignées avec les périodes propices à leur application pour garantir une plus grande efficacité. Les participants notent que parfois, les périodes de formation ne correspondent pas aux saisons de plantation idéales. Un exemple concret a été donné, où une formation sur la culture du maïs est organisée en mai, alors que la saison de plantation du maïs a lieu en novembre ou décembre. Cette inadéquation temporelle compromet l'efficacité des formations, suggérant ainsi la nécessité d'ajuster le calendrier pour garantir une meilleure adéquation avec les pratiques agricoles saisonnières.</p> <p><i>Illustration</i> : « ..., les formations obtenues ne correspondent pas au moment où elles devraient être appliquées. Par exemple, c'est en juin que la formation agricole sur la culture des patates douces a lieu. Toutefois, les périodes les plus propices à ce type de culture sont en novembre, décembre, janvier, février, ... ». (Propos d'un bénéficiaire à Antanifotsy)</p> <p>Débouchés commerciaux : Par ailleurs, une autre suggestion émerge en faveur de la recherche de débouchés pour la commercialisation des produits agricoles des bénéficiaires. Les participants évoquent la nécessité d'appuyer la commercialisation ou de trouver des acheteurs pour les produits récoltés, ouvrant ainsi des perspectives économiques pour les agriculteurs et renforçant la viabilité du projet à long terme.</p>

4.2. Résultats de la recherche quantitative

4.2.1. Comparaison des niveaux de revenu

En 2021, le revenu annuel moyen du ménage rural était compris entre 5 000 000 et 6 000 000 d'Ariary²⁸. En 2023, le revenu annuel moyen des ménages bénéficiaires de transfert monétaire TMDH (échantillon Betafo) était de 3 397 801 Ariary, tandis que le revenu annuel moyen des ménages bénéficiaires de programme ACTP (échantillon

²⁸ Institut National des Statistiques Madagascar, Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) 2021 - 2022, p132.

Antanifotsy) était de 4 546 430 Ariary. Cela suggère que le revenu moyen des ménages bénéficiaires de programme ACTP est plus élevé que celui des ménages bénéficiaires de transfert monétaire TMDH en 2023. Cependant, il est important de noter que cette comparaison est basée sur des échantillons différents et peut ne pas être directement comparable. Il est également important de noter que le revenu moyen des ménages ruraux a diminué entre 2021 et 2023, passant d'une fourchette de 5 à 6 millions d'Ariary à des revenus moyens inférieurs à 4 millions d'Ariary pour les ménages bénéficiaires de transferts monétaires. Cela peut être dû à des facteurs économiques plus larges et à des défis auxquels sont confrontés les ménages ruraux après 2021.

Tableau 3. Comparaison des niveaux de revenu

Unité : MGA

	Situation 2021	Situation 2023	
	EPM 2021-2022 et pour la région Vakinankaratra	Ménage bénéficiaire du TMDH (Echantillon Betafo)	Ménage bénéficiaire de l'ACTP (Echantillon Antanifotsy)
Revenu annuel moyen du ménage rural	5.000.0000 – 6.000.000 ²⁹	3.397.801	4.546.430

Source : EPM 2021-2022 et notre enquête 2023.

4.2.2. Comparaison de la part de la consommation alimentaire dans la consommation totale des ménages

En résumé, le tableau montre une augmentation de la part de la consommation alimentaire dans la consommation totale des ménages ruraux dans la région Vakinankaratra bénéficiant du TMDH et de l'ACTP entre 2021 et 2023.

Tableau 4. Part de la consommation alimentaire dans la consommation totale des ménages.

	Situation 2021	Situation 2023	
	EPM 2021-2022 et pour la région Vakinankaratra	Ménage bénéficiaire du TMDH (Echantillon Betafo)	Ménage bénéficiaire de l'ACTP 2023 (Echantillon Antanifotsy)
1. Ménage rural dans la région Vakinankaratra	71,3% ³⁰	p ∈ [80,9% - 91,8%] avec une probabilité 95%	p ∈ [81,1% - 91,2%] avec une probabilité 95%
2. Agriculteurs et ouvriers agricoles qualifiés et artisans qualifiés (National)	70,0% ³¹		
3. Quintile des ménages plus pauvres (National)	70,3% ³²		

Source : EPM 2021-2022 et notre enquête 2023.

4.2.3. Comparaison sur le crédit

En résumé, le tableau montre une baisse du crédit moyen annuel pour les ménages ruraux dans la région Vakinankaratra bénéficiant du TMDH et de l'ACTP entre 2021 et 2023. Cependant, il est important de noter que les échantillons utilisés pour les ménages bénéficiaires du TMDH et de l'ACTP sont différents, ce qui peut affecter la comparabilité des résultats. En ce qui concerne la durée moyenne de remboursement, elle est légèrement plus courte pour les ménages bénéficiaires de l'ACTP par rapport aux ménages bénéficiaires du TMDH en 2023.

²⁹ Institut National des Statistiques Madagascar, Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) 2021- 2022, p132.

³⁰ Institut National des Statistiques Madagascar, Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) 2021- 2022, p173.

³¹ Institut National des Statistiques Madagascar, Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) 2021- 2022, p175.

³² Institut National des Statistiques Madagascar, Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) 2021- 2022, p176.



Tableau 5. Comparaison sur le crédit

	Situation 2021	Situation 2023	
	EPM 2021- 2022	Ménage bénéficiaire du TMDH	Ménage bénéficiaire de l'ACTP 2023
Crédit moyen annuel (ménage rural dans la région Vakinankaratra)	60.503.000	12.179.335	3.050.285
Durée moyenne de remboursement	Non fournie	20 mois	18 mois

Source : EPM 2021-2022 et notre enquête 2023.

5 Discussions

La recherche qualitative a permis de se renseigner sur plusieurs avantages offerts aux ménages pauvres et vulnérables par les programmes de transferts monétaires. Ainsi, comme le Transfert Monétaire de Développement Humain est conçu pour développer le capital humain, il en résulte des améliorations en termes de scolarisation des enfants, de santé et de nutrition. De l'autre côté, le programme argent contre travail productif aboutit, même dans le court terme, à l'accroissement de l'actif productif communautaire et à l'emploi de la main d'œuvre qui bénéficie déjà des effets d'expériences reçues du programme. Ainsi, les théories de changements appréhendées lors de notre revue de littératures ont été confrontées et justifiées à l'issue de notre recherche qualitative.

Malgré les retours positifs des bénéficiaires du TMDH sur l'amélioration de l'éducation des enfants (tel est par ailleurs l'objectif visé par le programme en question), des réserves doivent être prises en compte, limitant ces effets bénéfiques sur l'éducation. D'abord, il est à noter que le programme de transfert encourage les ménages à envoyer leurs enfants à l'école, c'est-à-dire stimule le côté « demande » d'éducation, mais du côté de l'offre il n'y a pas d'assurance que cette demande va être satisfaite. En effet, le transfert monétaire n'agit pas sur l'offre. Les maux du système éducatif, surtout dans les milieux périphériques sont notamment : le manque d'infrastructure, le manque dans la quantité et dans la qualification (en majorité des enseignants communautaires) des enseignants, le problème de motivation des enseignants (absentéisme), les retards dans les flux financiers (retard des caisses écoles qui assurent le fonctionnement des centres scolaires). Ainsi, le transfert monétaire est insuffisant tant que la réponse de l'offre du système éducatif n'est pas améliorée. La recherche qualitative a permis de noter que les ménages ayant reçu des transferts TMDH sont plus enclin à attendre leurs allocations et ne s'engagent pas dans les activités génératrices de revenus. Par conséquent, à la fin du programme TMDH (soit après les 3 ans d'un programme TMDH), ces ménages n'ont pas assez de ressources pour s'occuper de leurs enfants. Ainsi, ils arrêtent aussi l'envoi de leurs enfants à l'école. Après quelques temps d'arrêts de fréquentation scolaire, les enfants

n'arrivent pas à garder leurs acquis, mais régressent et reviennent à leur ancien niveau d'éducation. Par conséquent, l'investissement effectué pendant les trois à cinq ans de transfert monétaire promouvant l'éducation est perdu.

Dans le cas du programme « Argent Contre Travail Productif », le fait d'échanger de l'argent contre du travail constitue déjà une stimulation des bénéficiaires à s'activer et à s'entraîner pour des emplois et pour réaliser des productions économiques au sein de leurs communautés. En effet, en participant à des activités de travail rémunérées, les bénéficiaires acquièrent de nouvelles compétences. Ils renforcent aussi leurs capacités à améliorer leurs employabilités. Cela peut conduire à une augmentation à court ou à moyen termes de leurs productivités et revenus, car ces individus sont mieux préparés à accéder à des emplois sur le marché du travail. Les transferts monétaires en échange de travail peuvent renforcer la dignité et l'autonomie des bénéficiaires en leur permettant de gagner leurs vies par leur propre travail plutôt que dépendre entièrement des aides sociales. Cela pourra favoriser un sentiment de fierté et d'estime de soi, ainsi qu'une grande motivation à s'engager dans des activités productives et à améliorer leur situation économique. En plus, il s'agit d'une évidence du moins dans le court terme où le programme Argent Contre Travail Productif aboutira à très court terme à des « output » tangibles en termes d'infrastructures productifs communautaires tels que les canaux d'irrigation, des bassins versants protégés. Notre observation sur terrain ont permis de constater des ménages anciens bénéficiaires qui continuent de réaliser des productions agricoles en qualité satisfaisante, même trois ans après la clôture du programme ACT-P tandis que cela n'existait pas chez les bénéficiaires de TMDH.

Deux points évoqués par les bénéficiaires concernent la nécessité d'une continuation des programmes et l'appui à la commercialisation des produits de leurs activités génératrices de revenus. Concernant la continuation du programme, il faut noter que chacun des deux programmes, a une durée de 3 à 5 ans, et que pendant et à la fin de la mise en œuvre du programme de transfert monétaire proprement dit, des fonds de soutiens sont attribués aux bénéficiaires pour qu'ils développent leurs propres activités génératrices de revenus. Nous pensons qu'une autre option sera plus pertinente pour éviter l'attentisme de la part des bénéficiaires de ces deux programmes. L'objectif est à ce que les AGR leurs soient rentables à la fin du programme, et surtout au-delà, lorsqu'ils ne bénéficient plus des transferts. Pour y arriver, il faut d'abord un meilleur suivi de leurs activités génératrices de revenus pendant la mise en œuvre du programme de transfert qui dure généralement au moins trois ans. Nous proposons ainsi de promouvoir les programmes favorisant la production et l'emploi. Ces programmes pourront être relayés par d'autres programmes d'appui aux très petites entreprises. La formalisation de ces entreprises permettra développer le secteur formel de l'économie et la croissance économique. Par enchaînement cela constitue une voie pour développer les ressources publiques à partir de l'accroissement des recettes fiscales de l'Etat. A son tour, l'accroissement des ressources propres de l'Etat constitue un facteur positif pour le financement plus pérenne des programmes de protection sociale.

Sur la base des résultats de l'analyse quantitative, il est difficile de dire si le transfert monétaire ACTP est plus efficace pour l'économie que le transfert monétaire TMDH. Les résultats de l'enquête sur la consommation alimentaire suggèrent que les ménages bénéficiaires des deux programmes ont des habitudes de consommation similaires, avec des variations mineures dans la répartition du poids des groupes de produits. Cependant, il est important de noter que ces résultats sont basés sur des échantillons différents et peuvent ne pas être directement comparables.

6 Conclusion

Les programmes de transferts monétaires ont démontré leur capacité à améliorer les conditions de vie des ménages bénéficiaires en augmentant leur productivité et leur production grâce à trois canaux de transmission : l'éducation, l'accès aux services de santé et la participation aux marchés du travail. Les évaluations des programmes de transferts monétaires à Madagascar ont confirmé ces effets positifs tant sur le capital humain que sur l'économie des ménages bénéficiaires. Les enquêtes auprès des bénéficiaires ont montré que le programme visant l'amélioration du capital humain (TMDH) a des effets positifs sur l'éducation, la santé et la nutrition des enfants, tandis que le programme visant l'amélioration de la productivité (ACTP) a permis d'atteindre cet objectif. Les bénéficiaires ont exprimé une perception positive des effets des programmes sur leur situation économique et sociale, bien que des critiques aient été formulées concernant la gestion opérationnelle des programmes.

Les mesures d'accompagnement, telles que les inclusions productives et financières, ont également joué un rôle important dans l'amélioration de la situation économique des bénéficiaires, certains ayant même déclaré que ces

mesures avaient un impact plus important que les transferts monétaires eux-mêmes. Cependant, il convient de noter que les mesures d'accompagnement font partie intégrante de la protection sociale et ne constituent pas des activités extérieures.

Bien que des études plus approfondies soient nécessaires pour confirmer les résultats de la recherche qualitative, notre hypothèse selon laquelle l'ACTP a un effet économique supérieur a été confirmée par la présence d'actifs productifs communautaires dans les communautés bénéficiaires, les motivations et les effets d'expérience des travaux productifs communautaires et la survie des activités économiques même après la fin du programme. Il serait important de connecter les bénéficiaires à d'autres programmes d'appui (financiers et non) qui accompagnent les très petites entreprises (TPE) afin d'assurer leur développement à la fin du programme de transfert monétaire. Enfin, il est nécessaire d'améliorer la gestion des programmes pour répondre aux critiques formulées par les bénéficiaires.

REFERENCES

- [1] Anderson, D. R., Sweeney, D. J., Williams, T. A., Camm, J. D., Cochran, J. J., & Ohlmann, J. W. (2015). Statistiques pour l'économie et la gestion. Nouveaux horizons. De Boeck.
- [2] Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2011). Poor Economics: A radical rethinking of the way to fight global poverty. Public Affairs.
- [3] Bastagli, F., Hagen-Zanker, J., Harman, L., Barca, V., Stacey, N., & Shankland, A. (2016). Cash transfers: What does the evidence say? A rigorous review of programme impact and of the role of design and implementation features. Overseas Development Institute (ODI).
- [4] Cruz-Martinez, G. (2019). Comparative social policy in contemporary Latin America: Concepts, theories and a research agenda. In G. Cruz-Martinez (Ed.), *Welfare and social protection in contemporary Latin America* (pp. 3–28). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429471087>
- [5] Dodlova, M., Giolbas, A., & Lay, J. (2018). Non-contributory social transfer programs in developing countries: A new dataset and research agenda. Elsevier.
- [6] Fonds d'Intervention de Développement. (n.d.-a). Résultats des filets sociaux de sécurité. <https://www.fid.mg/filets-sociaux-de-securite-fss-2/>
- [7] Fonds d'Intervention de Développement. (n.d.-b). Histoires de succès. https://www.fid.mg/histoires_de_succes/
- [8] Fonds d'Intervention de Développement – Banque Mondiale. (2018). Evaluation d'impact du programme de transfert monétaire conditionnel (TMC). Rapport final.
- [9] Fourastie, J., & Girard, J. (1987). Probabilités et statistiques. Série J Quinet. Dunod.
- [10] Hidrobo, M., Hoddinott, J., Kumar, N., & Olivier, M. (2018). International Food Policy Research Institute, USA, Cornell University, USA. Elsevier.
- [11] Hodges, A., Shepherd, A., & Winder Rossi, N. (2013). Guidance on measuring and maximizing value for money in social transfer programmes (2nd ed.). DFID, UKaid.
- [12] International Labor Organization. (2010/2011). World social security report 2010/11.
- [13] International Labour Organization (OIT). (2017a). World social protection report 2017–19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals. Geneva: ILO.
- [14] Institut National de la Statistique. (2018). RGPH3 juin 2018.
- [15] Institut National des Statistiques Madagascar. (2021–2022). Enquête périodique auprès des ménages (EPM).
- [16] Ortiz, I., Cummins, M., & Karunanethy, K. (2015). Fiscal space for social protection and the SDGs: Options to expand social investments in 187 countries. Geneva: ILO (Extension of Social Security Series No. 48).
- [17] Schumpeter, J. A. (1934). The theory of economic development: An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- [18] Mathers, N., & Slater, R. (2014). Social protection and growth: Research synthesis. Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade.

- [19] Organisation for Economic Co-operation and Development. (2019). Can social protection be an engine for inclusive growth? Development Centre Studies. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9d95b5d0-en>
- [20] Overseas Development Institute (Norton, A., Conway, T., & Foster, M.). (2001). Social protection: Concepts and approaches – Implications for policy and practice in international development (ODI Working Paper No. 143). London: ODI.
- [21] Région Vakinankaratra. (2021). Monographie 2021.
- [22] Shuring, E. (n.d.). Instruments, design parameters. In Handbook on social protection systems. <https://www.e-elgar.com/>
- [23] Spasova, S., Bouget ,D., Ghailani ,D., & Vanhercke B. (2017). Access to social protection for people working on non-standard contracts and as self-employed in Europe. European Social Policy Network (ESPN).
- [24] Thimmappa, L., Saran, A., D'Souza, S. R. B., & V, B. (2021). PROTOCOL: The effectiveness of social protection interventions in low- and middle-income countries: An evidence and gap map. Campbell Systematic Reviews, 17, e1160. <https://doi.org/10.1002/cl2.1160>
- [25] World Bank. (2019). Impacts des programmes de transferts monétaires ACT-P, TMDH et FIAVOTA sur la consommation, la pauvreté et l'inégalité.
- [26] Zanker, J., Hagen-Zanker, J., Harman, L., & Barca, V. (2016). Policy brief on “Understanding the impact of cash transfer: The evidence”. ODI.